

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PROMOTION  
DES INVESTISSEMENTS ET DE LA PROSPECTIVE**

-----  
**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE  
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**



**NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE**

**A FIN JUIN 2015**

**AOUT 2015**

---

**DIRECTION DE PUBLICATION**

**Ministre de l'Économie, de la Promotion des Investissements et de la Prospective**

M. Régis IMMONGAULT

**Ministre déléguée**

Mme Marie Julie BILOGHE

**Directeur Général de l'Économie et de la Politique Fiscale**

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

**Directeur Général Adjoint**

Mme. Aurélie KASSAT

---

**Contact :**


**Direction Générale de l'Économie et de la Politique Fiscale**

Immeuble de la Solde, centre ville


B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28 /

Site internet : [www.dgepf.ga](http://www.dgepf.ga)



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette deuxième note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2015.



## SOMMAIRE

<b>RESUME EXECUTIF .....</b>	<b>7</b>
<b>PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE A FIN JUIN 2015.....</b>	<b>9</b>
<b>I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES .....</b>	<b>9</b>
<b>I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN     DEVELOPPEMENT .....</b>	<b>10</b>
<b>DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE AU DEUXIEME TRIMESTRE 2015.....</b>	<b>11</b>
<b>II.LES EVOLUTIONS SECTORIELLES A FIN JUIN 2015 .....</b>	<b>11</b>
<b>II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin juin 2015 .....</b>	<b>11</b>
<b>II.2.LE PETROLE .....</b>	<b>13</b>
<b>II.3.LE GAZ NATUREL COMMERCIALISE.....</b>	<b>13</b>
<b>II.4. LES MINES .....</b>	<b>14</b>
<i>II.4.1.le manganèse .....</i>	<i>14</i>
<i>II.4.2.l'or.....</i>	<i>14</i>
<b>II.5.L'AGRICULTURE ET P'ELEVAGE .....</b>	<b>15</b>
<i>II.5.1. Les cultures maraichères et vivrières .....</i>	<i>15</i>
<i>II.5.2.Le caoutchouc naturel .....</i>	<i>15</i>
<i>II.5.3.L'élevage.....</i>	<i>16</i>
<b>II.6.LES AGRO – INDUSTRIES.....</b>	<b>16</b>
<i>II.6.1. Les huiles et corps gras .....</i>	<i>16</i>
<i>II.6.2 Le sucre.....</i>	<i>17</i>
<i>II.6.3.Les boissons gazeuses et alcoolisées .....</i>	<i>18</i>
<i>II.6.4.L'eau minérale .....</i>	<i>18</i>
<i>II.6.5.Le tabac.....</i>	<i>18</i>
<b>II.7.LES INDUSTRIES DU BOIS .....</b>	<b>19</b>
<i>II.7.1Le sciage .....</i>	<i>19</i>
<i>II.7.2Le déroulage .....</i>	<i>20</i>
<b>II.8.LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION .....</b>	<b>21</b>
<i>II.8.1 La chimie .....</i>	<i>21</i>
<i>II.8.2 Les matériaux de construction.....</i>	<i>22</i>
<i>II.8.3 La seconde transformation des métaux.....</i>	<i>22</i>
<b>II.9.LE RAFFINAGE.....</b>	<b>23</b>
<b>II.10.LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE</b>	<b>23</b>
<b>II.10.1. L'électricité .....</b>	<b>23</b>
<b>II.10.2. L'eau.....</b>	<b>24</b>
<b>II.11.LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS .....</b>	<b>24</b>
<b>II.12.LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT .....</b>	<b>25</b>
<i>II.12.1. Le transport aérien .....</i>	<i>25</i>
<i>II.12.2. Le transport ferroviaire .....</i>	<i>26</i>
<b>II.13. LES TELECOMMUNICATIONS .....</b>	<b>26</b>

<b>II.14.LE COMMERCE</b> .....	27
<i>II.14.1. Le commerce général structuré</i> .....	27
<i>II.14.2. Le commerce des véhicules neufs</i> .....	27
<i>II.14.3. Le commerce des produits pétroliers</i> .....	28
<i>II.14.4. Le commerce des produits pharmaceutiques</i> .....	28
<b>II.15.LES SERVICES</b> .....	29
<i>II.15.1. Les services rendus aux entreprises</i> .....	29
<i>II.15.2. Les services rendus aux particuliers</i> .....	29
<i>II.15.3. Les services de réparation mécanique</i> .....	29
<b>II.16.L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME</b> .....	29
<b>II. 17 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE</b> .....	30
<i>II.17.1 La situation du bilan</i> .....	30
<i>II.17.2 Les opérations avec la clientèle</i> .....	30
<i>II.17.3.Les crédits distribués</i> .....	31
<b>II.18.LES ACTIVITES DE MICROFINANCE</b> .....	32
<i>II.18.1.La configuration du secteur</i> .....	32
<i>II.18.2.La couverture géographique et la clientèle des EMF</i> .....	32
<i>II.18.3.Les Capitaux propres et intermédiation financière</i> .....	33
<i>Les fonds propres</i> .....	33
<i>Les activités d'intermédiation financière</i> .....	33
<b>II.19 LE SECTEUR ASSURANCE</b> .....	33
<i>II.19.1.La Branche Non Vie</i> .....	34
<i>II.19.2.La Branche Vie</i> .....	34
<i>La Répartition des parts de marché par compagnie</i> .....	35
<i>II.19.3. les Sinistres réglés</i> .....	35
<b>TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU</b>	
<b>DEUXIEME TRIMESTRE 2015</b> .....	<b>36</b>
<b>III.1- LES PRIX A LA CONSOMMATION</b> .....	36
<b>III.2 L'EMPLOI ET LES SALAIRES</b> .....	36
<i>III.2.1.L'emploi dans le secteur public</i> .....	36
<i>III.2.2 La répartition de l'emploi public à fin juin 2015</i> .....	37
<i>III.2.3.Les salaires</i> .....	38
<i>III.2.3.1.Les salaires dans le secteur public</i> .....	38
<b>III.3 LE COMMERCE EXTERIEUR</b> .....	39
<i>III 3.1. L'évolution des exportations en valeur</i> .....	39
<i>III.3.2 L'évolution des importations en valeur</i> .....	40
<i>III.3.3 Le partenariat économique</i> .....	41
<i>III.3.3.1. Les principaux clients</i> .....	41
<i>III.3.3.2- Les principaux fournisseurs</i> .....	43
<b>III.4.LA DETTE PUBLIQUE</b> .....	44

<i>III.4.1 L'évolution du règlement de la dette</i> .....	44
<i>III.4.2 L'évolution des tirages sur financements extérieurs et intérieurs</i> .....	45
<i>III.4.3 L'évolution du stock de la dette</i> .....	46
<b>CONCLUSION</b> .....	48

## RESUME EXECUTIF

La conjoncture économique mondiale reste marquée, à la fin du premier semestre, par la poursuite de la reprise à un rythme modéré, sous l'effet concomitant du dynamisme des économies des pays avancés, notamment les Etats-Unis et le Royaume Uni, en dépit d'un ralentissement de la croissance dans la plupart des pays émergents. Ce, dans un contexte d'incertitudes persistantes dans la zone euro, suite aux développements relatifs à la situation financière et sociale de la Grèce. Ainsi, les récentes perspectives économiques prévoient une croissance du Produit Intérieur Brut mondial de 3,3% en 2015 contre 3,4% en 2014.

Evoluant dans ce contexte, l'économie nationale a été contrariée par les contre-performances enregistrées dans les secteurs secondaire et tertiaire, malgré de très bons résultats du secteur primaire.

En effet, dans **le secteur primaire**, on note une progression du volume de production et des exportations de pétrole et de manganèse, de la production commercialisée de gaz naturel, de la production de l'or, de viande et des cultures maraichères et vivrières. On note toutefois la baisse du caoutchouc naturel et du cheptel de l'élevage lié au recul des naissances.

Dans **le secteur secondaire**, la majorité des branches est en retrait, à l'exception du ciment, des eaux minérales, de l'électricité et de l'eau. En effet, compte tenu du ralentissement du rythme sur certains chantiers et des retards de règlement, les BTP enregistrent une baisse de 10,7% de production liée aux contreperformances du bâtiment et génie civil, malgré la hausse de la ligne « eau, électricité et téléphone ». Cette tendance des BTP a entraîné le recul des autres industries de transformation (peintures, tôles...).

La production des industries de bois enregistre une baisse de 4,3% liée aux difficultés techniques et d'évacuation des grumes et à la baisse de la demande internationale. De même, le volume de brut traité par la raffinerie baisse de 16,2%, suite à la grève des agents affiliés à l'ONEP enregistrée en début d'année.

La morosité des industries agroalimentaires s'est traduite par un recul de l'activité de transformation de sucre, de la production des boissons gazeuses et alcoolisées et de la branche tabatière, en liaison respectivement avec l'amorce tardif de la campagne sucrière conjuguée à la grève des employés, la faiblesse des commandes et la fermeture de l'usine de production des scaferlatis exacerbée par la difficultés d'approvisionnement en intrants.

De même, dans **le secteur tertiaire**, l'essentiel des branches s'inscrit en baisse, à l'exception du commerce général structuré (+2,3%), du transport ferroviaire qui profite de l'embellie des mines et des assurances. Le chiffre d'affaires des télécommunications recule de 11% suite à une baisse du nombre d'abonnés (opération d'identification) et aux tarifs promotionnels. Les autres segments du commerce enregistrent des baisses, tout comme les services.

La situation du système bancaire a révélé une diminution de 10,3% du total agrégé des bilans à 2 206 milliards de FCFA, en retrait en variation annuelle. Cette situation s'explique par la conjonction de l'affaiblissement des ressources collectées et des crédits octroyés, en raison du tassement de l'activité économique dans son ensemble. A l'opposé, suite à un rebond simultané des émissions des branches Non vie et Vie, le secteur assurance a clôturé son activité du deuxième trimestre 2015 par un affermissement de 3,6% de son chiffre d'affaires porté à 55,34 milliards de FCFA.

Concernant le commerce extérieur, la balance commerciale du Gabon a affiché un solde excédentaire de 710,3 milliards de FCFA au premier semestre 2015, en diminution de 45,9% par rapport à la même période en 2014. Cette évolution résulte de la contraction des exportations (-23,6%) et de l'accroissement des importations (+9,8%).

En matière des prix, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation des ménages (IHPC) a stagné sur les six premiers mois de 2015 contre une hausse de 6,5% sur la même période en 2014. En glissement annuel, les prix sont demeurés stables, du fait de la baisse des prix des postes « santé » (-17,4%), « logement, eau, gaz, électricité et combustibles » (-9,1%) « Communications » (-2,8%), malgré la hausse des prix enregistrée dans les articles d'habillement et chaussures (+23,8%), les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+1,7%).



## **PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE A FIN JUIN 2015**

L'activité économique a évolué à un rythme modéré au cours des six premiers mois de l'année 2015, comparativement à la même période un an auparavant. Cette évolution s'est traduite par une accélération progressive dans les pays avancés et un ralentissement dans les pays émergents.

Par ailleurs, cette relative progression de l'activité s'est effectuée dans un contexte d'assouplissement des conditions financières, de baisse des prix des carburants, de regain de confiance et d'amélioration du marché de l'emploi dans les pays avancés. A cela, il faut ajouter une augmentation du volume des marchandises échangées (+4,1%).

Au regard de ce qui précède, les perspectives feraient état d'une croissance annuelle de 3,3% en 2015, soit un taux légèrement inférieur à celui observé en 2014.

### **I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES**

La situation économique des pays avancés s'est améliorée au cours du premier semestre, en dépit d'un fléchissement en Amérique du Nord au premier trimestre. Cette évolution s'explique par l'accélération de la consommation, la réduction des prix de l'énergie et l'amélioration des conditions financières.

L'activité économique, aux États-Unis a progressé davantage que prévu au premier semestre. Ce niveau d'activité a été porté par la croissance des salaires, la diminution des prix des carburants et un affermissement du marché immobilier. Ainsi, le PIB se situerait à 2,5% sur l'ensemble de l'année.

En dépit d'une croissance du PIB de 0,8% en 2015 contre -0,1% en 2014, l'économie japonaise demeure fragile en raison d'une atonie de la consommation et d'une faiblesse des exportations.

La zone euro est en phase de reprise, avec un PIB projeté à 1,5% en 2015. Cette amélioration serait notamment soutenue par une demande robuste et une baisse de la facture énergétique. Dans ce contexte, les prévisions par pays s'établissent comme suit : 1,6% en Allemagne; 1,2% en France; 0,7% en Italie. La plus forte augmentation proviendrait de l'Espagne avec un produit intérieur brut de 3,1% en 2015 contre 1,4% en 2014.

Hors de la zone euro, le PIB de la Grande-Bretagne évoluerait de 2,4% en 2015, soutenu par la bonne tenue des services.

## **I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT**

En 2015, l'activité économique dans les pays émergents et en développement fléchirait. Cette décélération est liée au reflux des prix des produits de base, au durcissement des conditions de financement extérieur principalement pour l'Amérique latine et les pays producteurs de pétrole. Cet ensemble économique enregistrerait une croissance de 4,2%.

La Russie enregistrerait une croissance négative (-3,4%) au cours l'année 2015 contre 0,6% l'année précédente. Cette évolution découlerait de la chute de la demande intérieure suite aux sanctions de l'Union Européenne.

En Asie, le PIB de la Chine s'établirait à 6,8% en glissement annuel en 2015 contre 7,4% en 2014. Cette performance proviendrait d'un reflux de la production industrielle et des investissements.

En revanche, l'économie indienne se révélerait plus performante que celle de la Chine. En effet, la croissance annuelle de l'Inde se chiffrerait à 7,5%.

En Amérique latine, les perspectives économiques restent fragiles en liaison avec la détérioration des projections des pays exportateurs de produits de base. Le Brésil et le Mexique, principales économies de la région, devraient enregistrer respectivement -1,5% et 2,4% de croissance en 2015.

Enfin, confronté à de nombreuses tensions politiques, les pays de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient enregistreraient une production en décélération à 2,6% contre 2,7% un an plus tôt. Sur la même période, la croissance du PIB de l'ensemble des pays de l'Afrique Subsaharienne serait de 4,4%.

## DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE AU DEUXIEME TRIMESTRE 2015

### II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES A FIN JUIN 2015

#### II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin juin 2015

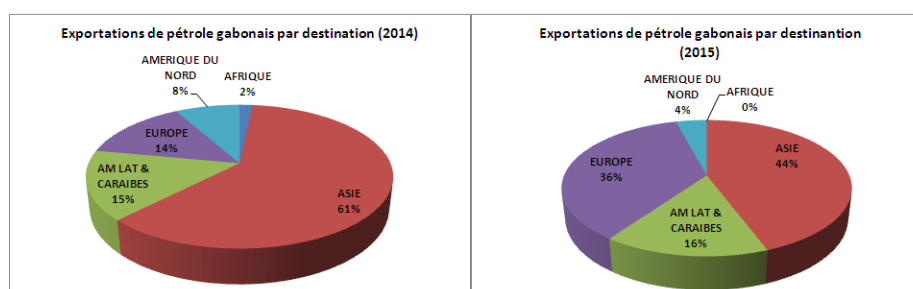
SECTEURS	EVOLUTION
<b>Secteur primaire</b>	
Pétrole	↗
Gaz naturel	↗
Manganèse	↗
Or	↗
Agriculture et élevage	
<i>Les cultures maraichères et vivrières</i>	↗
<i>Caoutchouc naturel</i>	↘
<i>Elevage</i>	↘
<b>Secteur secondaire</b>	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Huiles et corps gras</i>	↘
<i>Production sucrière</i>	↘
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↘
<i>Eau minérale</i>	↗
<i>Fabrication de tabac</i>	↘
Industries du bois	
<i>Sciage</i>	↘
<i>Placage</i>	↘
<i>Contreplaqué</i>	↘
Autres industries de transformation	
<i>Chimie</i>	↘
<i>Matériaux de construction</i>	↗
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↘
Raffinage	↘
Electricité et eau	↗
BTP	↘
<b>Secteur tertiaire</b>	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Aérien</i>	↘
<i>Ferroviaire</i>	↗
Télécommunications	↘
Commerce	
<i>Général structuré</i>	↗
<i>Véhicules utilitaires neufs</i>	↘
<i>Véhicules industriels</i>	↘

<i>Produits pétroliers</i>	↘
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↘
<b>Services</b>	
<i>Rendus aux entreprises</i>	↘
<i>Rendus aux particuliers</i>	↘
<i>Réparation mécanique</i>	↘
<b>Hôtellerie, Restauration et Tourisme</b>	↘

## II.2.LE PETROLE

Au cours des six premiers mois de l'année 2015, la production pétrolière a progressé de 6,6% pour se situer à 5,8 millions de tonnes contre 5,4 millions de tonnes au premier semestre 2014. Les performances des opérateurs tels que Shell Gabon (+25,9%), Perenco (+18,7%) et Vaalco (+7,8%) expliquent cette amélioration. A cela s'ajoute la production additionnelle du nouvel opérateur Sino Gabon avec 0,214 million de tonnes.

Dans le même temps, les exportations de pétrole ont augmenté de 7,2%, soit 5,4 millions de tonnes au 30 juin 2015, en raison de la fermeté de la demande européenne dont les volumes ont presque doublé et celle de l'Amérique latine & des Caraïbes (+6,6%). Par destination, l'Asie occupe toujours la première place (44%), talonnée par l'Europe (36%) et l'Amérique Latine & Caraïbes.



Dans un contexte défavorable caractérisé par l'abondance de l'offre mondiale de pétrole, conjugué à une demande atone, le cours moyen du Brent a chuté de 46,8% pour s'établir à 57,95 dollars le baril à fin juin 2015. Suivant cette tendance baissière, le prix moyen des bruts gabonais a régressé de 49,8% à 53,71 dollars.

### Evolution de l'activité pétrolière

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production (en millions de tonnes)	5,418	5,774	6,6%
Exportation (en millions de tonnes)	5,007	5,370	7,2%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	108,93	57,95	-46,8%
Prix moyen des bruts gabonais (\$US/bbl)	106,98	53,71	-49,8%
Taux de change (\$US/FCFA)	478,671	588,374	22,9%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

Cependant, le taux de change moyen du franc CFA par rapport au dollar a progressé de 22,9% au premier semestre 2015, à 588,374 FCFA contre 478,671 FCFA à fin juin 2014, en raison de la dépréciation de l'euro face au dollar.

## II.3.LE GAZ NATUREL COMMERCIALISE

La production de gaz naturel commercialisé par les trois compagnies pétrolières (Total Gabon, Shell Gabon et Perenco) a atteint 251 607 m<sup>3</sup> à fin juin 2015, soit une hausse de 13,8% par rapport aux réalisations du premier semestre 2014 (221 128 m<sup>3</sup>). Cette embellie

est liée essentiellement aux performances du principal opérateur Perenco (+16,5%), alors que la production de Total Gabon a accusé une baisse de 18,5%.

#### ***Evolution de l'activité de production du gaz naturel commercialisé***

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production commercialisée (milliers de m <sup>3</sup> )	221 128	251 607	13,8%
Prix de vente moyen national (USD/m <sup>3</sup> )	0,144	0,130	-10,0%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

## **II.4. LES MINES**

### ***II.4.1. le manganèse***

Le premier semestre 2015 a été marqué par une baisse de 2% de la production mondiale d'acier au carbone (principale utilisation du manganèse) par rapport au premier semestre 2014. Au niveau national, le Complexe Métallurgique de Moanda (C2M) construit par la Comilog a été inauguré.

En dépit de ce contexte international défavorable, la production nationale de minerais et d'agglomérés de manganèse a progressé de 19,1% pour atteindre 2 millions de tonnes contre 1,7 million de tonnes à fin juin 2014, en raison des bons résultats enregistrés sur les deux sites de Moanda et Ndjolé.

#### ***Evolution de l'activité de manganèse***

(en tonnes)	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production	1 707 645	2 033 843	19,1%
Exportations	1 741 290	1 845 563	6,0%
Ventes	1 738 299	1 841 045	5,9%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	158 485	161 191	1,7%

Source : Comilog & CICHMZ

Parallèlement, en raison de la qualité exceptionnelle du gisement de Moanda, les livraisons externes de manganèse ont augmenté de 6%, se situant à 1,8 millions de tonnes, entraînant une hausse du chiffre d'affaires de 1,7% à 161,2 milliards de FCFA, nonobstant la chute de plus de 30% à environ 3 USD/dmtu des prix moyens du minerai de manganèse à haute teneur, depuis le début de l'année 2015.

### ***II.4.2. l'or***

A fin juin 2015, la production de l'or a atteint 663,48 Kg, en hausse de 41% par rapport au premier semestre 2014 et représentant 102 lingots, en raison des bonnes performances de l'unité de transformation, résultat des investissements réalisés l'année précédente sur le site d'exploitation et au niveau de l'usine.

### ***Evolution de l'activité de l'or***

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production (KG)	470	663	41,0%
Lingots (Nombre)	84	102	21,4%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	8 698	11 685	34,3%

Source : DSTM du Haut-Ogooué/Ogooué-lolo (Ressources Golden Gram - REGG Gabon)

## **II.5.L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE**

### ***II.5.1. Les cultures maraichères et vivrières***

Au premier semestre 2015, la branche des cultures vivrières et maraichères a connu une amélioration de son activité. Ainsi, la production maraichère a progressé de 24,8% pour atteindre 257 tonnes, alors que celle des produits vivriers a presque doublé pour se situer à 5 866 tonnes, suite à l'extension des surfaces cultivées (+84,4% à 351 ha) et au meilleur rendement des plantations.

Parallèlement, les produits vendus ont généré un chiffre d'affaires de 2,1 milliards de FCFA au 30 juin 2015 contre environ 1,2 milliard un an plus tôt, soit une forte hausse de 84,7%.

### ***Evolution de la production maraichère et vivrière***

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
<b>Productions</b>			
Produits maraichers (tonnes)	206	257	24,8%
Produits vivriers (tonnes)	3 176	5 866	84,7%
Surface cultivée (en ha)	190	351	84,4%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	1 162	2 145	84,7%

Source : Igad

### ***II.5.2.Le caoutchouc naturel***

L'activité de la filière caoutchouc a été morose au cours des six premiers mois de 2015. En effet, la production de caoutchouc naturel en fonds de tasse a régressé de 19,5% pour se situer à 13 655,6 tonnes. De même, l'usinage du caoutchouc en granulés de 50 kg a légèrement baissé (-0,1%), du fait de l'exécution des travaux de réhabilitation de l'unité de transformation. Sur le plan commercial, les exportations de granulés ont connu une augmentation de 27,7%, induisant une hausse de 8,4% du chiffre d'affaires à 7,3 milliards de FCFA.

### ***Evolution de l'activité du caoutchouc***

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Productions			
Caoutchouc humide (en tonnes)	16 969,9	13 655,6	-19,5%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	8 532,5	8 528,0	-0,1%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	6 870,9	8 772,4	27,7%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	6 702,5	7 265,8	8,4%
Effectifs	182,0	181,0	-0,5%
Masse salariale	642,1	641,2	-0,1%

Source : SIAT

### ***II.53.L'élevage***

Au premier semestre 2015, la société Siat Gabon a mis sur le marché 59,3 tonnes de viande, en hausse de 23,1% par rapport au tonnage de 2014, pour un chiffre d'affaires de 250 millions de FCFA. Toutefois, la hausse de la commercialisation conjuguée à la faiblesse des naissances a entraîné une diminution du cheptel du ranch de la Nyanga qui s'est élevé à 4 614 bêtes contre 4 907 à la même période en 2014.

### ***Evolution de l'élevage***

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Vente de viande (en kg)	48 168	59 275	23,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	214	250	16,5%
Cheptel (têtes)	4 907	4 614	-6,0%
Effectif	24	20	-16,7%
Masse salariale	62	59	-5,1%

Source: SIAT Gabon Ranch Nyanga

## **II.6.LES AGRO – INDUSTRIES**

### ***II.6.1. Les huiles et corps gras***

Au terme des six premiers mois de 2015, l'activité de fabrication des huiles et corps gras s'est caractérisée par la poursuite des contre-performances industrielles et commerciales et ce, malgré les bons résultats sur le plan agronomique. En effet, nonobstant le relèvement de 31,6% de la production de l'huile brute, celles de l'oléine (huile raffinée) et des savons ont baissé respectivement de 20,6% et 15,8%.



### ***Evolution de l'activité des huiles et corps gras***

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Productions (en tonnes)			
Huile rouge	3 478,6	4 576,1	31,6%
Huile raffinée	3 584,4	2 845,5	-20,6%
Savons	1 082,8	912,1	-15,8%
Ventes (en tonnes)	4 974,3	3 583,9	-28,0%
Huile raffinée	3 561,9	2 444,4	-31,4%
Savons	1 412,3	1 139,5	-19,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 530,6	3 736,0	-17,5%
Effectifs	186	173	-7,0%
Masse salariale	606,0	550,5	-9,2%

Source : SIAT

Parallèlement, les ventes d'huile raffinée et de savons se sont contractées sur le marché local face à la concurrence des importations. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a régressé de 17,5% pour se situer à 3,7 milliards de FCFA.

### ***II.6.2 Le sucre***

A fin juin 2015, l'activité sucrière a enregistré des résultats négatifs. En effet, sur le plan agronomique, en raison du début tardif de la campagne sucrière par rapport à celle de 2014, la production de sucre en granulé de 50 kg s'est repliée de 13,5% pour se situer à 4 811 tonnes. De même, sur le plan industriel, la quantité de sucre transformé a régressé de 13,2%, plombée par la chute de la production de sucre en morceaux (-24,6%), suite à la grève observée par le personnel en début d'année.

Sur le plan commercial, les volumes vendus de sucre ont baissé de 7,1% à 15 901 tonnes, entraînant un repli du chiffre d'affaires de 6,2% à 9,9 milliards de FCFA.

### ***Evolution de l'activité sucrière***

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production de sucre granulé de 50 kg (en tonnes)	5 563	4 811	-13,5%
Total du sucre transformé (en tonnes)	9 305	8 080	-13,2%
Sucre (en morceaux)	4 857	3 663	-24,6%
Autres (doses+granulés+sachets 1 kg)	4 448	4 417	-0,7%
Ventes (en tonnes)	17 113	15 901	-7,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	10 538	9 888	-6,2%
Effectifs	404	381	-5,7%
Masse salariale	1 426	1 370	-3,9%

Source : Sucaf

### II.6.3. Les boissons gazeuses et alcoolisées

La branche des boissons gazeuses et alcoolisées a affiché des résultats négatifs à fin juin 2015. Ainsi, la production totale a chuté de 14,5% pour se situer à 1,4 million d'hectolitres. Cette atonie est attribuable à la contraction des bières (-16,7%) et des boissons gazeuses (-12,7%), en liaison avec la faiblesse des commandes locales. Toutefois, on note la bonne tenue des vins qui ont enregistré une augmentation de 43,6% de leur production.

En conséquence, le chiffre d'affaires a régressé de 3,5% et s'est établi à 75,9 milliards de FCFA au 30 juin 2015 contre 78,6 milliards de FCFA à fin juin 2014.

#### Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
<b>Productions</b> (en hectolitres)	<b>1 581 353</b>	<b>1 352 490</b>	<b>-14,5%</b>
Bières	906 618	754 914	-16,7%
Boissons gazeuses	638 544	557 494	-12,7%
Vins	12 491	17 941	43,6%
Divers	23 700	22 140	-6,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	78 603	75 858	-3,5%
Effectifs	1 012	965	-4,6%
Masse salariale	5 847	6 517	11,4%

Sources : Sobraga, Sovingab

### II.6.4.L'eau minérale

Au terme des six premiers mois de 2015, la production de l'eau minérale s'est améliorée de 25,6% pour se situer à 338 787 hectolitres, suite à la fermeté de la demande locale. Parallèlement, le chiffre d'affaires s'est affermi de 25,6%, soit 7,1 milliards de FCFA contre 5,6 milliards au premier semestre 2014.

#### Evolution de l'activité de l'eau minérale

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production d'eau (en hectolitres)	269 747	338 785	25,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 675	7 130	25,6%
Effectifs	48	55	14,6%
Masse salariale	264	330	24,9%

Source : Soboléo

### II.6.5. Le tabac

Durant le premier semestre 2015, l'activité de la branche tabatière a poursuivi son fléchissement, compte tenu des difficultés d'approvisionnement en intrants et de l'arrêt de l'unité de fabrication de scaferlati. Ainsi, la production de cigarettes a chuté de 28,6%, soit 4,05 millions de paquets destinés au marché local.

Dans ce contexte marqué également par l'arrêt des exportations de cigarettes vers les pays de la sous-région, le chiffre d'affaires a baissé de 35,6% pour un montant de 1,1 milliard de FCFA à fin juin 2015.

La fermeture des unités de saucissonnage du tabac-feuilles et de production de scaferlati ont induit une diminution des effectifs de 14,6% à 35 agents, représentant une masse salariale de 327,6 millions de FCFA.

### *Evolution de l'activité du tabac*

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Productions			
Scaferlati (tonnes)	22,6	0,0	-
Cigarettes (milliers de paquets)	5 680,3	4 054,3	-28,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 728,3	1 112,6	-35,6%
<i>CA marché local</i>	1 195,5	1 112,6	-6,9%
Effectifs	41	35	-14,6%
Masse salariale	411,9	327,6	-20,5%

Source : Sociga

## **II.7.LES INDUSTRIES DU BOIS**

A fin juin 2015, les industries de transformation du bois ont connu un tassement de leur activité. En effet, sur le plan industriel, la production a baissé de 4,3% pour se situer à 242 462 m<sup>3</sup>, en raison des difficultés d'approvisionnement de certaines usines en grumes et des problèmes techniques rencontrés par les opérateurs.

Dans le même temps, les exportations ont observé la même tendance baissière (-4%) pour s'établir à 204 741 m<sup>3</sup>, du fait de la contraction des commandes extérieures des bois débités. Il en est de même pour les ventes locales de bois (-9,9%), en raison de la morosité du marché local.

### *II.7.1Le sciage*

L'activité du segment sciage a reculé au cours des six premiers mois de 2015. En effet, sur le plan industriel, la production de bois sciés a régressé de 2,2% pour s'établir à 151 260 m<sup>3</sup>, en raison de la faiblesse des approvisionnements des unités de transformation de grumes. Sur le plan commercial, les ventes locales et les exportations ont diminué respectivement de 17,5% et 3,2%, suite au manque de dynamisme de la demande sur les marchés national et international.

### Evolution de l'activité de sciage

(en m <sup>3</sup> )	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production	154 638	151 260	-2,2%
Ventes locales	10 995	9 075	-17,5%
Exportations	140 443	135 906	-3,2%

Sources: DICB, Cora Wood, Snbg, Rougier, Sitrab, Hua-Jia, Bso, Somivab, Ifeg, Super Bois, Tbni, Bsg, Rfm, Ceb, Ttib, Safor, Tali Bois, Egb, Cbg, Foreex, Bordamur, Peng Xin Makokou, Mont Pele Bois

### II.7.2 Le déroulage

- **Le placage**

Le segment placage a enregistré des résultats en régression à la fin du premier semestre 2015. Ainsi, la production s'est établie à 65 701 m<sup>3</sup>, soit un recul de 0,6% par rapport à la même période de 2014. Cette situation s'explique par les difficultés d'évacuation de grumes pour approvisionner les usines et par les problèmes techniques liés à l'obsolescence de certains outils de production qui ont nécessité des arrêts momentanés pour maintenance.

Au cours de la même période, les exportations ont baissé de 3,4% pour se situer à 48 782 m<sup>3</sup>, eu égard à la contraction de la demande des placages liée à l'atonie du marché européen.

### Evolution de l'activité de placage

(en m <sup>3</sup> )	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production	66 118	65 701	-0,6%
Exportations	50 484	48 782	-3,4%

Sources: DICB, Cora Wood, Cema, Thébault-Transbois, Tgi, Snbg, Rimbunan

- **Le contreplaqué**

La fabrication de contreplaqué a enregistré une baisse au cours des six premiers mois de 2015. En effet, compte tenu des difficultés de fonctionnement de certaines unités, la production a chuté de 21,7% pour se situer à 25 501 m<sup>3</sup>. Sur le plan commercial, les exportations ont enregistré la même tendance avec une réduction de 10,6%, en raison de la conjoncture défavorable du marché européen. Cependant, les ventes locales ont progressé de 11,3% à 4 398 m<sup>3</sup>, du fait de la vitalité des commandes des ménages et des sociétés de construction des bâtiments.

### Evolution de l'activité de contreplaqué

(en m <sup>3</sup> )	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production	32 578	25 501	-21,7%
Ventes locales	3 951	4 398	11,3%
Exportations	22 431	20 053	-10,6%

Sources: Cora Wood, Rougier, Sheng Yang

## II.8. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

### II.8.1 La chimie

- *Les peintures*

La production des peintures a enregistré une baisse de 17,5% à 1 979 tonnes, imputable à la faiblesse des commandes des principaux clients, notamment les BTP, les pétroliers et les parapétroliers. Corrélativement, le chiffre d'affaires a observé un recul de 12,7% à 4,7 milliards de FCFA.

Au niveau de l'emploi, les effectifs ont été réduits à 69 agents permanents, induisant un accroissement de la charge salariale de 37,1%, à 578,1 millions de FCFA à fin juin 2015, suite au paiement des indemnités.

#### *Evolution de l'activité des peintures*

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production (en tonnes)	2 399,2	1 979,0	-17,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 344,2	4 664,8	-12,7%
Masse salariale (en millions de FCFA)	420,1	576,1	37,1%
Effectifs (en nombre)	83	69	-16,9%

Sources: GPL, Chimie Gabon

- *Les gaz industriels*

La production des gaz industriels est passée de 303 200 m<sup>3</sup> au 30 juin 2014 à 198 000 m<sup>3</sup> à fin juin 2015, traduisant une baisse de 34,7%, du fait de la forte contraction des commandes de l'azote liquide par le secteur pétrolier. En conséquence, le chiffre d'affaires a reculé de 3,9% à 1,8 milliard de FCFA. La masse salariale a enregistré une diminution de 19,8% sous l'effet du repli des effectifs de 11,4%.

#### *Evolution de l'activité des gaz industriels*

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
<b>Productions (en m<sup>3</sup>)</b>	<b>303 200</b>	<b>198 000</b>	<b>-34,7%</b>
Oxygène	116 400	130 100	11,8%
Azote gazeux	11 400	12 600	10,5%
Azote liquide	158 300	40 800	-74,2%
Acétylène	17 100	14 500	-15,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 906	1 832	-3,9%
Masse salariale (en millions de FCFA)	440	353	-19,8%
Effectifs (nombre d'agents)	70	62	-11,4%

Source : Air Liquide Gabon (GABOA)

### II.8.2 Les matériaux de construction

Suite aux travaux de réhabilitation de l'usine d'Owendo dans le cadre de la restructuration de l'entreprise, la production de ciment a connu une hausse de 12,6% au cours des six premiers mois de 2015, s'établissant à 88 481 tonnes. Cependant, l'arrêt de l'exploitation de la carrière a induit la chute de la production des agrégats (-81,6%) à 37 745 tonnes sur la période sous-revue.

Malgré l'augmentation des ventes de ciment (+11,9%), le chiffre d'affaires global a baissé de 4,8% pour un montant de 7,4 milliards de FCFA, en raison de la contraction des ventes de granulats.

#### Evolution de l'activité des matériaux de construction

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Productions (en tonnes)			
Ciments	78 550	88 481	12,6%
Agrégats	205 529	37 745	-81,6%
Ventes de ciment (en tonnes)	78 996	88 381	11,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	7 798	7 420	-4,8%
Masse salariale (en millions de FCFA)	2 942	924	-68,6%
Effectifs	138	113	-18,1%

Source : CIM-GABON

### II.8.3 La seconde transformation des métaux

La production globale des tôles, établie à 1 088,3 tonnes au 30 juin 2015, a chuté de 18,1%, du fait principalement de la contraction des commandes liée à la morosité du secteur BTP. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a régressé de 40,2% à 3,8 milliards de FCFA à fin juin 2015.

Les effectifs ont fortement diminué (-45,5%), suite à la restructuration d'une des unités de production. A cet effet, la masse salariale, évaluée à 651,3 millions de FCFA au 30 juin 2015, a progressé de 20,7%, suite au paiement des indemnités de départ.

#### La seconde transformation des métaux

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production (en tonnes)	1 328,3	1 088,3	-18,1%
Tôles minces	555,6	484,2	-12,8%
Tôles épaisses	772,7	604,0	-21,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	6 309,2	3 769,8	-40,2%
Masse salariale (en millions de FCFA)	539,4	651,3	20,7%
Effectifs (en nombre d'agents)	123	67	-45,5%

Sources : SOTRALGA, SOGI

## II.9. LE RAFFINAGE

A fin juin 2015, les indicateurs de la raffinerie sont globalement orientés à la baisse, en raison principalement du mouvement de grève des agents affiliés à l'ONEP, observé en début d'année. Dans ce contexte, le volume du brut traité a accusé une baisse de 16,2%, soit 368 125 tonnes métriques contre 439 405 tonnes métriques à la même période en 2014.

S'agissant des ventes, hormis le butane et les résidus atmosphériques exportés qui ont enregistré des hausses respectives de 18,1% et 20,5%, les volumes vendus des autres produits se sont repliés. Cette situation est inhérente à la faiblesse de la demande des secteurs industriels, notamment les BTP et le secteur bois. Conséquemment, le chiffre d'affaires a chuté de 35% pour s'établir à 162,2 milliards de FCFA.

### *Evolution de l'activité de raffinage*

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
<b>TOTAL DU BRUT TRAITE</b>	<b>439 405</b>	<b>368 125</b>	<b>-16,2%</b>
Compte propre (tonnes métriques)	439 405	368 125	-16,2%
<b>VENTES DE SOGARA</b>			
Butane (TM)	17 092	20 185	18,1%
Super (m <sup>3</sup> )	52 542	44 967	-14,4%
Pétrole lampant (m <sup>3</sup> )	15 246	12 693	-16,7%
Turbine fuel 1 (m <sup>3</sup> )	28 431	25 344	-10,9%
Gas-oil moteur (m <sup>3</sup> )	340 201	239 443	-29,6%
Résidu atmosphérique export (tm)	180 252	217 257	20,5%
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES (millions FCFA)</b>	<b>249 555</b>	<b>162 206</b>	<b>-35,0%</b>
Chiffre d'affaires intérieur	186 262	117 494	-36,9%
Chiffre d'affaires export	63 293	44 712	-29,4%

Source : Sogara

## II.10. LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

Au terme des six premiers mois de 2015, le secteur de l'énergie poursuit avec des bonnes performances, en liaison avec les travaux de modernisation et de renforcement de l'outil de production.

### *II.10.1. L'électricité*

La production nette d'électricité a progressé de 5,7%, atteignant 1 194 millions de KWh. Le redémarrage de certains groupes électriques de la Seeg, couplé à la production de la centrale du Grand Poubara justifie cette évolution.

Parallèlement, le volume des ventes hors cession a enregistré une hausse de 3,1% à 892,3 millions de KWh, à la faveur de la demande croissante en moyenne tension, suite à la mise

en service de l'usine de C2M. Cependant, le chiffre d'affaires a baissé de 0,6% à 82 milliards de FCFA.

**Evolution de l'activité de la branche électricité**

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
<b>Production nette (en GWh)</b>	<b>1 129,4</b>	<b>1 194,3</b>	<b>5,7%</b>
Production nette SEEG	929,0	975,7	5,0%
Achats d'électricité à Telemenia (Lbv)	200,4	218,6	9,1%
<b>Volumes total facturés hors cession (en GWh)</b>	<b>865,7</b>	<b>892,3</b>	<b>3,1%</b>
Volumes facturés MT hors cession	313,3	334,9	6,9%
Volumes facturés BT hors cession	552,4	557,4	0,9%
<b>CA Total hors cession (en millions de FCFA)</b>	<b>82 490,1</b>	<b>81 990,5</b>	<b>-0,6%</b>
CA MT hors cession	24 836,7	24 685,0	-0,6%
CA BT hors cession	57 653,4	57 305,5	-0,6%

Source : Seeg, Société de Patrimoine

**II.10.2. L'eau**

La branche de la production d'eau potable a connu de bons résultats à fin juin 2015, suite aux travaux de réhabilitation et d'extension du réseau de distribution. Ainsi, la production nette d'eau et le volume de ventes ont progressé respectivement de 18,1% et 20,7%, se situant à 54,976 et 32,506 millions de m<sup>3</sup>, en liaison avec la fermeté de la demande des clients industriels et des ménages.

**Evolution de l'activité de la branche eau**

(en milliers de m <sup>3</sup> )	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production nette	46 543,2	54 975,9	18,1%
Ventes hors cession	31 965,6	38 573,4	20,7%
CA hors cession (en millions de FCFA)	11 592,8	14 058,1	21,3%

Source: SEEG

**II.11.LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS**

Le secteur des BTP a connu une baisse d'activité au terme du premier semestre 2015, en raison de la faiblesse du carnet de commandes publiques d'envergure, conjuguée au ralentissement ou à l'arrêt de certains travaux, au regard des difficultés de trésorerie éprouvées par les sociétés. Ainsi, la production vendue s'est chiffrée à 91,5 milliards de FCFA contre 102,430 milliards en 2014, soit une régression de 10,7%, en liaison avec les contre-performances du segment bâtiment génie civil (-14,1%).

A l'inverse, le segment Eau, électricité et téléphone a enregistré une hausse de 9,6%, soutenue par les travaux de déplacement des réseaux électriques et de remplacement des conduites d'eau sur la route nationale.



### Evolution de l'activité des BTP

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Production (en millions de FCFA), dont :	102 430	91 472	-10,7%
Bâtiment et génie civil	87 630	75 252	-14,1%
Lignes d'eau, d'électricité et de téléphone	14 800	16 220	9,6%
Masse salariale (en millions de FCFA)	21 500	20 200	-6,0%
Effectifs (nombre d'agents)	5 750	5 430	-5,6%

Source: Colas Gabon, Seteg, Sogafric Services, Sogacer, Faco Construction, Socoba Edtpl, Bouygues Energies Et Services, Sinohydro, Soco Btp, Sericom, Sobeia

## II.12.LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

### II.12.1. Le transport aérien

Les évolutions observées en début d'année au niveau des principaux indicateurs du transport aérien se sont confirmées au 30 juin 2015. En effet, la faiblesse des vols sur le réseau national, conjuguée à l'annulation de certaines escales, à la suspension prolongée et au manque de dynamisme de certaines compagnies se sont traduits par un repli de 6,8% des mouvements des avions.

Par ailleurs, le nombre de passagers s'est établi à 437 038 à fin juin 2015, soit un recul de 6,3%, attribuable aux réseaux international et domestique, suite aux contre-performances et aux problèmes d'exploitation de certaines compagnies. De même, le volume de fret acheminé par voie aérienne a chuté de 20,2%, passant à 7 848 tonnes, en raison d'une baisse d'environ 75% du tonnage transporté par Sky Gabon et Solenta.

### Evolution de l'activité du transport aérien

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
<b>Mouvements Avions Commerciaux</b>	<b>12 017</b>	<b>11 204</b>	<b>-6,8%</b>
- Réseau domestique	6 401	5 548	-13,3%
- Réseau international	5 616	5 656	0,7%
<b>Passagers</b>	<b>466 486</b>	<b>437 038</b>	<b>-6,3%</b>
- Réseau domestique	141 384	134 474	-4,9%
- Réseau international	278 829	247 070	-11,4%
- Transit	46 273	55 494	19,9%
<b>Volume du fret (en tonnes)</b>	<b>9 832</b>	<b>7 848</b>	<b>-20,2%</b>
- Réseau domestique	1 014	637	-37,2%
- Réseau international	8 818	7 211	-18,2%

Source: ADL

### II.12.2. Le transport ferroviaire

La bonne tenue de l'activité du transport ferroviaire observée au premier trimestre s'est poursuivie à fin juin 2015, au regard de l'évolution des principaux indicateurs. En effet, à la faveur du regain d'activité dans les mines, le volume global de marchandises acheminées a progressé de 20% pour se situer à 2,3 millions de tonnes.

Cependant, le nombre de passagers a fléchi de 0,9% et s'est établi à 84 657 personnes à fin juin 2015. Cette contre-performance est le résultat de l'irrégularité des trains voyageurs et la concurrence croissante des transporteurs routiers.

#### Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Nombre de passagers	85 406	84 657	-0,9%
<b>Volume global des marchandises (en T)</b>	<b>1 940 700</b>	<b>2 328 869</b>	<b>20,0%</b>
Grumes	176 675	142 977	-19,1%
Bois débités	15 392	15 593	1,3%
Manganèse	1 599 693	2 008 676	25,6%
Produits pétroliers	31 975	27 748	-13,2%
Autres marchandises	116 695	133 875	14,5%
<b>Chiffre d'affaires (millions de FCFA)</b>	<b>20 677</b>	<b>22 460</b>	<b>8,6%</b>

Source: SETRAG

Sur le plan commercial, les produits transportés par rails ont induit un chiffre d'affaires de 22,5 milliards de FCFA, en hausse de 8,6% par rapport à celui enregistré à la même période un an plus tôt.

### II.13. LES TELECOMMUNICATIONS

La branche des télécommunications a enregistré des contre-performances au premier semestre 2015, en liaison avec les suspensions de lignes consécutives à l'opération d'identification des clients réalisée par les opérateurs de téléphonie mobile. Ainsi, le nombre d'abonnés au téléphone mobile a baissé de 7,4%, soit 2,7 millions d'abonnés actifs. Dans le même temps, le nombre d'abonnés au téléphone filaire a régressé de 8,9% à 18,3 millions d'abonnés. A l'inverse, grâce à la technologie 3G/4G, le nombre d'abonnés à l'internet GSM s'est fortement accru, passant de 204 millions à 418,9 millions de clients.

### Evolution du nombre des abonnés

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffres d'affaires (en milliards de FCFA)	151,80	135,05	-11,0%
Nombre d'abonnés au mobile (milliers)	2 935,3	2 717,7	-7,4%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe (milliers)	20,0	18,3	-8,9%
<b>Nombre d'abonnés total au Téléphone</b>	<b>2 955,3</b>	<b>2 735,9</b>	<b>-7,4%</b>
Nombre d'abonnés à l'Internet GSM (milliers)	204,0	418,9	105,4%
Nombre d'abonnés à l'Internet haut débit (milliers)	11,0	10,1	-8,4%

Source : Gabon-Télécom, Airtel Gabon, Moov Gabon, Azur, Boutique Satellite (Canal+), SAT-CON et TNT Gabon.

Sur le plan financier, le chiffre d'affaires a chuté de 11%, à 135,1 milliards de FCFA, sous l'effet conjuguée de la baisse du nombre d'abonnés et des tarifs promotionnels des communications.

## II.14.LE COMMERCE

### II.14.1. Le commerce général structuré

Le commerce général structuré a généré un chiffre d'affaires de 209,84 milliards de FCFA au 30 juin 2015 contre 205,08 milliards de FCFA en 2014, soit un accroissement de 2,3%. Cette augmentation s'explique par l'ouverture de nouveaux sites de vente, l'élargissement des gammes des produits proposés et des prix plus compétitifs liés au développement de la concurrence.

#### Evolution du commerce général structuré

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	205,08	209,84	2,3%

Source : Ceca-Gadis, Gabon Meca, Nestlé-Gabon, SAN, Mbolo, Bernabe Gabon, Bati PLUS

### II.14.2. Le commerce des véhicules neufs

- **Véhicules utilitaires**

Les ventes des véhicules neufs réalisés au premier semestre 2015 sont en baisse de 25,5% par rapport aux au premier semestre 2014, passant à 1 965 unités. La morosité du marché de l'automobile national s'explique par les faibles commandes des principaux clients (Etat et sociétés privées), en liaison avec la baisse d'activité observée dans les secteurs secondaire et tertiaire.

#### Evolution du commerce des véhicules utilitaires

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Nombre de véhicules vendus	2 639	1 965	-25,5%

Source : URAI

- **Véhicules industriels**

Afin juin 2015, le commerce des véhicules industriels a fait ressortir un chiffre affaires de 10,7 milliards de FCFA à fin juin 2015, en régression de 23,4% liée à la conjoncture défavorable des secteurs des BTP et forestier.

**Evolution du commerce des véhicules industriels**

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	13,95	10,68	-23,4%

Source : Tractafic Equipement

**II.14.3. Le commerce des produits pétroliers**

Les ventes des produits pétroliers ont régressé de 12%, se situant à 341 438 tonnes métriques, du fait de la baisse de la consommation du gasoil, de supercarburant et de kérosène et de butane, en liaison avec la morosité dans les BTP et le transport aérien, les pénuries de carburants observées en début d'année suite à la grève de l'ONEP, ainsi que de l'opération ré-épreuve des bouteilles de gaz.

**Evolution du commerce des produits pétroliers**

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Volumes vendus (en tonnes métriques)	388 153	341 436	-12,0%
<i>dont Gasoil</i>	287 045	242 720	-15,4%
<i>Supercarburant</i>	40 093	39 425	-1,7%
<i>Kérosène</i>	24 497	23 444	-4,3%

Source: GPP

**II.14.4 .Le commerce des produits pharmaceutiques**

L'activité de négoce des produits pharmaceutiques s'est repliée de 3,2% au cours des six premiers mois de 2015 pour se situer à 30 milliards de FCFA. Cette diminution est liée aux faibles consommations du marché domestique et aux grèves des structures hospitalières publiques.

**Evolution du commerce des produits pharmaceutiques**

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	31	30	-3,2%

Source : Ubipharma-Gabon, Pharmagabon

## II.15. LES SERVICES

### II.15.1. Les services rendus aux entreprises

Au terme des six premiers mois de 2015, les services rendus aux entreprises ont enregistré une baisse de 1,9% de leur chiffre d'affaires par rapport au premier semestre 2014, soit un montant de 25,5 milliards de FCFA, sous l'effet d'une contraction de la demande en conseil et audit.

#### Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	25 951	25 456	-1,9%

Sources: Price Waterhouse Coopers, Price Waterhouse Coopers Tax & legal, Bureau Veritas Gabon, G.B.M, SOVOG, Déloitte & Touche, Ernst & Young, SGS, Gie Gesparc, CFAO Technologies, Gabon Propre Service.

### II.15.2. Les services rendus aux particuliers

Au premier semestre 2015, l'atonie de l'activité dans les secteurs secondaire et tertiaire a entraîné une diminution de 9,2% du chiffre d'affaires des services rendus aux particuliers qui est passé de à 13,66 milliards de CFA à fin juin 2015.

#### Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	15 038	13 661	-9,2%

Sources : Sgjl, Sgcl, Médical Optique, Casepga, Gabosep, Labocolor, Polyclinique El Rapha, Franstel, Pmug, Cabinet de groupe de médecins

### II.15.3. Les services de réparation mécanique

Les activités des services de réparation mécanique générale ont fléchi de 20% durant le premier semestre 2015, en raison de la concurrence du secteur informel et de la faiblesse des commandes de pièces détachées.

#### Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 971	3 977	-20,0%

Sources: Gabon Sprint Auto, ECIG, Bobinage Industriel Gabonais (BIG).

## II.16. L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME

Le secteur hôtellerie, restauration et tourisme a été marqué par la poursuite de la morosité de l'activité à fin juin 2015. En effet, le nombre de clients ayant séjourné dans les grands hôtels a chuté de 25%, entraînant une dépréciation de 7,2 points au taux d'occupation des chambres qui s'est affiché à 57,95 %. Le ralentissement du flux touristique occasionné en partie par l'arrêt de nombreux chantiers, le report de certains travaux d'exploration

pétrolière, la fermeture d'une centaine de chambres pour travaux de réhabilitation de certaines structures hôtelières sont autant de facteurs qui expliquent cette situation.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires global du secteur, d'un montant de 22,6 milliards de FCFA à fin juin 2015, a fléchi de manière considérable (-32,7%), aggravé par la baisse du prix moyen de la nuitée et les contreperformances de la restauration collective.

### ***Evolution de l'activité hôtelière***

	Premier semestre		
	2014	2015	Var 15/14
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	33 584	22 608	-32,7%
Chambres occupées (en nombre)	72 121	54 096	-25,0%
Taux d'occupation (en %)	65,11	57,95	-7,16 pts
Prix Moyen/chambre (FCFA)	165 343	150 788	-8,8%

Sources : Rê-ndama, Okoumé P, Mandji Pog, Sodexo, MDO services, GSS Gabon

## **II. 17 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE**

### ***II.17.1 La situation du bilan***

Au 30 juin 2015, le total agrégé des bilans s'est établi à 2 206 milliards de FCFA, en retrait de 10,3% en variation annuelle. Cette situation s'explique par la conjonction de l'affaiblissement des ressources collectées et des crédits octroyés en raison du tassement de l'activité économique dans son ensemble.

### ***II.17.2 Les opérations avec la clientèle***

Les ressources collectées du secteur bancaire ont enregistré une baisse de 8,6% sur la période sous revue.

Les ressources à vue (comptes à vue et comptes d'épargne sur livrets) ont fléchi de 11,7% à 1 168 milliards de FCFA, consécutivement à la régression des dépôts publics (5,9%) et des dépôts privés (11,1%). Elles ont représenté 60,4% du total des dépôts collectés contre 62,5% une année plus tôt.

Les ressources à terme constituées pour l'essentiel des comptes de dépôts à régime spécial (bon de caisses) ont diminué de 1,4% et se chiffrent 688 milliards de FCFA contre 698 milliards de FCFA une année plus tôt. Ils ont représenté 35,6% du total des dépôts.

**Evolution des ressources par type de comptes (en millions de FCFA)**

Types de comptes	30/06/2013	30/06/2014	<sup>1</sup> 30/06/2015	2015/2014
Comptes à vue	1 256 248	1 323 339	1 168 178	-11,7%
Compte à terme	742 957	679 184	669 168	-1,5%
Comptes de dépôts à régime spécial	17 929	19 260	19 423	0,8%
Autres comptes	74 162	87 260	73 801	-15,4%
Dettes rattachées	9 075	8 417	4 201	-50,1%
<b>TOTAL DES DEPOTS</b>	<b>2 100 371</b>	<b>2 117 460</b>	<b>1 934 771</b>	<b>-8,6%</b>

Sources : Banques / DGEPEF

Les dépôts publics ont régressé de 5,9% pour se situer à 281 milliards de FCFA contre 299 milliards de FCFA en juin 2014. Cette baisse est fortement corrélée à la mauvaise conjoncture internationale marquée par un prix du baril fortement en baisse comparé à son niveau du premier semestre 2014.

A l'inverse, les dépôts des entreprises publiques ont enregistré une hausse de 11,1%, à 74 milliards de FCFA contre 66 milliards de FCFA. Les dépôts du secteur privé non financier ont représenté 75,8% du total des dépôts effectués sur la période considérée. Ils s'établissent à 1466 milliards de FCFA, en repli de 9,9% en raison du ralentissement de l'activité économique, malgré l'effort fait par l'Etat d'honorer une part substantielle de ses engagements vis-à-vis du secteur privé.

**Evolution des dépôts par type de déposants (en millions de FCFA)**

Dépôts de la clientèle	3/06/2013	30/06/2014	<sup>2</sup> 30/06/2015	2015/2014
Dépôts publics	274 736	298 839	281 149	-5,9%
Dépôts des entreprises publiques	31 352	66 373	73 725	11,1%
Dépôts privés	1 660 021	1 627 468	1 465 935	-9,9%
dépôts des non résidents	51 001	29 101	29 143	0,1%
dépôts non ventilés	83 237	95 677	84 819	-11,3%
<b>TOTAL DES DEPOTS</b>	<b>2 100 371</b>	<b>2 117 460</b>	<b>1 934 771</b>	<b>-8,6%</b>

Sources : Banques / DGEPEF

**II.17.3. Les crédits distribués**

Au 30 juin 2015, les crédits bruts distribués se sont contractés de 15,9% pour s'établir à 1 507 milliards de FCFA contre 1 790 milliards de FCFA en juin 2014.

Les crédits accordés au secteur productif ont fléchi de 20,1%, à 1003 milliards FCFA contre 1 256 milliards FCFA en juin 2014. Ils représentent 66,6% du total des crédits contre 70,1% à fin juin 2014.

<sup>1</sup> Chiffres provenant des établissements bancaires hormis la BGD, la BHG et la Postebank.

<sup>2</sup> Chiffres provenant des établissements bancaires hormis la BGD, la BHG et la Postebank.

De même, les crédits octroyés aux entreprises publiques ont chuté de 77,8% pour s'établir à 25 milliards de F.CFA (soit 1,7% du total des crédits distribués) contre 114 milliards de FCFA en juin 2014.

En revanche, la nécessité de poursuivre la réalisation des projets publics en cours a amené l'Etat à solliciter le concours du secteur bancaire. Ainsi, les crédits à l'Etat ont augmenté de 26,9%, à 410 milliards de FCFA.

**Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en millions de FCFA)**

Crédits distribués	30/06/2013	30/06/2014	<sup>3</sup> 30/06/2014	2015/2014
Crédits à l'Etat	370 079	323 426	410 379	26,9%
crédits aux entreprises publiques	64 091	114 284	25 346	-77,8%
Crédits au secteur privé	1 126 837	1 256 082	1 003 262	-20,1
Crédits au non résidents	52 483	60 791	52 505	-13,6%
Autres créances	19 037	35 993	15 217	-57,7%
<b>TOTAL CREDITS BRUTS</b>	<b>1 632 526</b>	<b>1 790 573</b>	<b>1 506 709</b>	<b>-15,9%</b>

Sources : Banques / DGEFP

## II.18.LES ACTIVITES DE MICROFINANCE

L'activité des établissements de microfinance a enregistré des résultats positifs au deuxième trimestre 2015.

### II.18.1.La configuration du secteur

La tendance haussière du nombre d'établissements de microfinance constatée en mars 2015 se confirme en juin 2015. En effet, le nombre de structures est ainsi passé de 9 à 12 à fin juin 2015 (dont 4 de première catégorie et 8 de deuxième catégorie).

#### Structure du secteur

Indicateurs	juin 2014	juin 2015	Variation en %
Nombre d'EMF	9	12	33
Nombre d'agences	53	58	9

Sources : EMF/Cellule Microfinance

### II.18.2.La couverture géographique et la clientèle des EMF

Le nombre d'agences et points de vente est passé de 53 à fin juin 2014 à 58 à fin juin 2015, soit 5 agences nouvellement créées. Cette évolution traduit la volonté des opérateurs de se rapprocher des populations cible. Les activités sont majoritairement concentrées à Libreville (45 agences), Port gentil (4), Franceville (4) et Oyem (3).

<sup>3</sup> Chiffres provenant des établissements bancaires hormis la BGD, la BHG et la Postebank.



### *Evolution des usagers et des effectifs*

	juin 2014	juin 2015	Variation en %
<b>Usagers</b>	93 017	109 118	17
<b>Effectifs</b>	404	451	12

Source : EMF/Cellule Microfinance

Grâce aux efforts d'élargissement de la couverture géographique, le nombre de bénéficiaires des services des EMF a enregistré une hausse de 17%, passant de 93017 clients en juin 2014 à 109118 en juin 2015.

Corrélés à la bonne tenue de l'activité du secteur, les effectifs employés ont évolué considérablement, passant de 404 agents en 2014 à 451 agents au premier semestre 2015.

### *II.18.3. Les Capitaux propres et intermédiation financière*

#### *Evolution des ressources et des emplois en milliards de fcfa*

	juin 2014	juin 2015	Variation en %
Fonds propres	5,30	5,11	-3
Encours de dépôts	31,9	34,85	9
Encours de crédits	22	23,12	5

Source : EMF/Cellule Microfinance

#### *Les fonds propres*

Les fonds propres des EMF établis à 5,11 milliards à fin juin 2015 ont diminué de 3%, suite à la dégradation de la situation financière de certains EMF de deuxième catégorie.

#### *Les activités d'intermédiation financière*

Les activités d'intermédiation financière montrent une tendance haussière. En effet, les dépôts collectés à fin juin 2015 se sont élevés à 34,51 milliards de FCFA, en progression de 9 % par rapport à juin 2014. Cette performance est consécutive au lancement de nouveaux produits d'épargne. Toutefois, la structure des dépôts n'a pas évolué. Les dépôts à vue restent prépondérants.

Les crédits à la clientèle se sont chiffrés à 23,12 milliards contre 22 milliards de FCFA en juin 2014, soit une hausse de 5%. Les principaux produits qui ont été offerts sont le crédit de consommation ou social, le crédit immobilier, le crédit PME/PMI, le crédit destiné au financement des Activités Génératrices de Revenus et le crédit artisanal.

## **II.19 LE SECTEUR ASSURANCE**

Le secteur assurance a enregistré une hausse de l'activité, avec un chiffre d'affaires global qui s'est situé à 55,34 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2015 après 53,43 milliards à la même période en 2014, soit un relèvement de 3,6%. Cette amélioration résulte d'un rebond simultané des émissions des branches Non vie et Vie.

**Evolution du Chiffre d'affaires du secteur Assurance aux 2<sup>èmes</sup> trimestres 2014 et 2015**

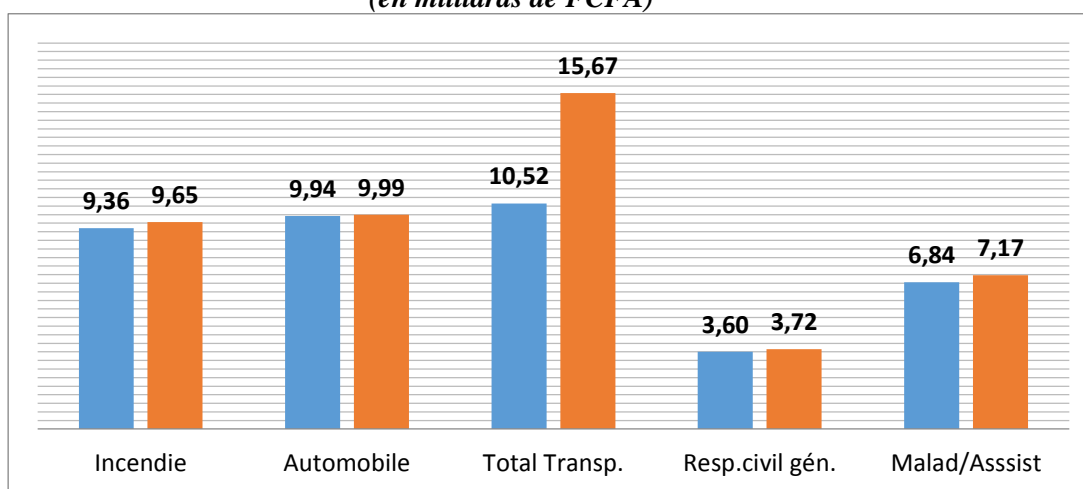
En milliards de FCFA	T2-2014	T2-2015	Var %15/14	Répartition du C.A par branche en % 2015
Branche Non vie	45,76	47,43	3,6	86
Branche Vie	7,67	7,91	3,1	14
<b>Total</b>	<b>53,43</b>	<b>55,34</b>	<b>3,6</b>	<b>100</b>

Source : Compagnies d'assurances

**II.19.1.La Branche Non Vie**

L'activité de la branche non Vie a progressé de 3,6% à 47,43 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2015 contre 45,76 milliards à la même période en 2014. Cette évolution est corrélée à la bonne tenue des produits « Automobile » (21% à 9,99 milliards), « Total Transports » (33% à 15,67 milliards) et « Incendie » (20% à 9,65 milliards). Cette branche représente 86% de l'encours des primes du secteur.

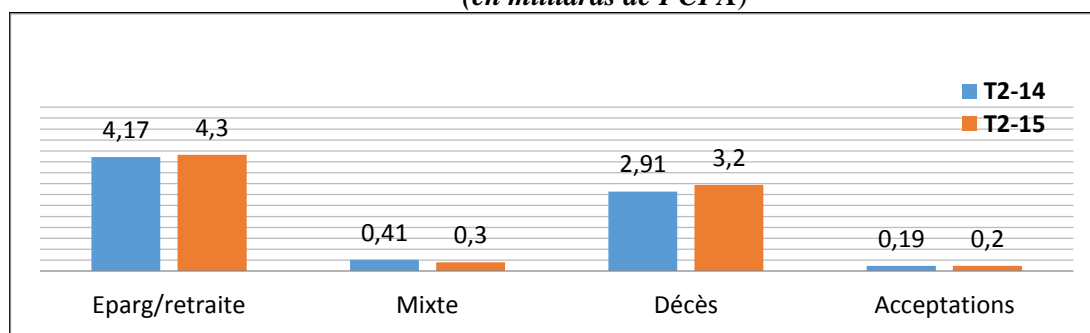
*Evolution des cotisations par segment aux 2<sup>èmes</sup> trimestres 214 et 2015 (en milliards de FCFA)*



**II.19.2.La Branche Vie**

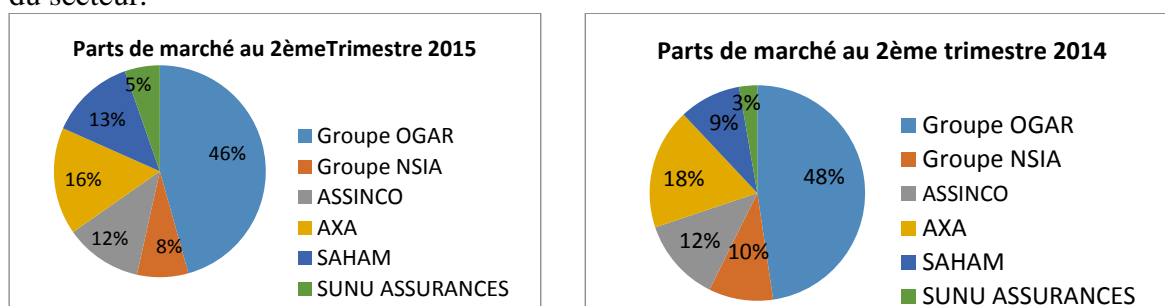
La branche Vie est constituée des produits d'assurance Epargne/retraite, Mixte et Décès. Le chiffre d'affaires de la branche Vie s'est élevé à 7,91 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2015 après 7,67 milliards à la même période en 2014, soit une hausse de 3,1%. Cette évolution provient de la forte activité observée des produits d'Epargne/retraite (54 % à 4,3 milliards) et Décès (40% à 3,2 milliards). Cette branche représente 14% du total des émissions du secteur.

**Evolution du Chiffre d'affaires de la branche Vie aux 2<sup>ème</sup> Trimestres 2014 et 2015  
(en milliards de FCFA)**



**La Répartition des parts de marché par compagnie**

L'essentiel des primes est reparti entre les trois premières compagnies issues du groupe OGAR, AXA et SAHAM. Leur part de marché représente 75% du chiffre d'affaires global du secteur.



**II.19.3. les Sinistres réglés**

Le coût global des sinistres payés, en augmentation de 37%, s'est situé à 12,37 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2015.

En assurance Non Vie, la charge des sinistres s'est appréciée de 38% pour s'établir à 9,96 milliards de FCFA au deuxième trimestre en 2015. De même, en assurance Vie, le montant des sinistres réglés a progressé de 35% à 2,41 milliards de FCFA.

**Commissions Versées**

Le montant total des commissions versées aux intermédiaires s'est contracté de 11% à 5,02 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2015.

En assurance Non Vie, les commissions versées se sont dépréciées de 10% pour se chiffrer à 4,84 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2015. Parallèlement, les commissions versées pour le compte des activités Vie ont chuté de 25% à 180 millions de FCFA au deuxième trimestre 2015.

## **TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU DEUXIEME TRIMESTRE 2015**

### **III.1- LES PRIX A LA CONSOMMATION**

Au premier semestre 2015, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation des ménages (IHPC) a stagné contre une hausse de 6,5% sur la même période en 2014. En glissement annuel, les prix sont demeurés stables. Cette stabilité s'explique par la baisse des prix des postes « santé » (-17,4%), « logement, eau, gaz, électricité et combustibles » (-9,1%) « Communications » (-2,8%), compensée par la hausse des prix enregistrée dans les articles d'habillement et chaussures (+23,8%), les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+1,7%).

Le fléchissement des prix de communications provient de la politique concurrentielle du secteur, conduisant les opérateurs à réviser régulièrement à la baisse les coûts de l'appel téléphonique, accompagnée des nombreuses offres promotionnelles. Le repli des prix dans le logement, eau, gaz et électricité et combustibles est lié principalement à la baisse des prix des services et des réparations relatifs au logement.

L'augmentation des prix dans les produits alimentaires et boissons non alcoolisées est davantage prononcée sur les fonctions viandes (+6,9%) et lait, fromages et œufs (3,6%). Cette évolution est imputable, d'une part, à la raréfaction de ces produits sur le marché dans un contexte de demande domestique supérieure à l'offre en raison des fêtes religieuses, d'autre part, à la hausse des cours internationaux.

Depuis janvier 2015, l'observation détaillée de l'évolution de l'indice moyen des prix à la consommation montre que le taux d'inflation de l'année se situerait à 2,1% en deçà de la norme communautaire de la CEMAC ( $\leq 3\%$ ).

### **III.2 L'EMPLOI ET LES SALAIRES**

#### ***III.2.1. L'emploi dans le secteur public***

Au premier semestre 2015, les effectifs du secteur public ont cru de 4,2% pour se situer à 108 415 agents. Cette évolution est liée à la régularisation massive des situations administratives et aux recrutements des agents dans les différentes administrations de la fonction publique.

Aussi, les effectifs de la main d'œuvre non permanente (MONP) recensés ont progressé de 8,0% à 15 447 agents. Cette évolution s'explique par les recrutements effectués à Libreville (+ 21,0%) malgré le repli de ceux de l'intérieur du pays (-1,1%).

Par contre, l'effectif du personnel des collectivités locales a évolué plus faiblement (+ 1,3%) au premier semestre 2015 par rapport à la même période de l'année précédente. On compte 5 547 agents appartenant à ce groupe.

### Evolution de l'Emploi Public

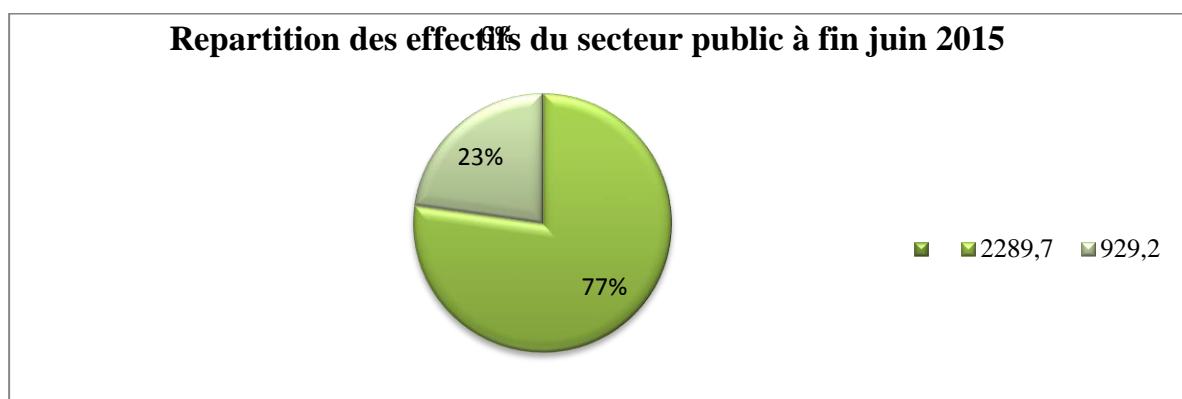
Effectifs du public	A fin juin		Var 15/14
	2014	2015	
Fonction publique	84 250	87 421	3,8%
Collectivités locales	5475	5547*	1,3%
MONP	14 303	15 447	8,0%
Libreville	5 870	7 104	21,0%
Intérieur	8 433	8 343	-1,1%
<b>Total</b>	<b>104 028</b>	<b>108 415</b>	<b>4,2%</b>

Source: DGEFP \* estimations DGEFP

### III.2.2 La répartition de l'emploi public à fin juin 2015

L'emploi public comprend les employés de la fonction publique, les agents de la main-d'œuvre non permanente et ceux des collectivités locales.

A fin juin 2015, la structure des agents du secteur public n'a pas significativement changé par rapport à la même période en 2014. La fonction publique représente 81% des effectifs de ce secteur, la main d'œuvre non permanente 14% et les collectivités locales 5%.



### Les effectifs de la fonction publique par département

Au premier semestre 2015, la fonction publique a employé 87 421 agents, en hausse de 3,8% par rapport à la même période en 2014. Cette tendance est soutenue par l'augmentation des effectifs dans plusieurs départements : administrations économiques (+9,5%) ; administrations de l'éducation (+11,8%) et administrations générales (+2,2%).

Par contre, d'autres départements ont enregistré un repli de leurs effectifs notamment, les administrations des transports (-5,3%), les administrations de développement (-2,0%) et les autres administrations (-71,9%). Cette baisse est essentiellement liée au redéploiement des agents vers d'autres départements.

*Evolution des effectifs de l'Administration centrale par département*

Départements	A fin juin		Var. 15/14
	2014	2015	
POUVOIRS PUBLICS	25 190	24 942	-1,0%
ADM.GENERALES	11 700	11 960	2,2%
ADM.ECONOMIQUES	7 431	8 137	9,5%
ADM.DU DEVELOPPEMENT	4 203	4 121	-2,0%
ADM DES TRANSPORTS	1 345	1 274	-5,3%
ADM.DE L'EDUCATION	22 530	25 187	11,8%
ADM.SOCIALES	11 723	11 764	0,3%
<b>Autres</b>	128	36	-71,9%
<b>TOTAL</b>	<b>84 250</b>	<b>87421</b>	<b>3,8%</b>

Source: DGEFP

*III.2.3.Les salaires*

*III.2.3.1.Les salaires dans le secteur public*

La masse salariale du secteur public exécutée au premier semestre 2015 s'est accrue de 21,3% pour atteindre 258,2 milliards de FCFA contre 212,9 milliards de FCFA au premier semestre 2014. Cette tendance haussière s'explique par les évolutions respectives de la solde permanente (+21,7%) et de celle de la main d'œuvre non permanente (+14,9%).

*Evolution de la masse salariale au premier semestre 2015*

(En milliards de CFA)	Premier semestre		
	2014	2015	Var.
			2015/2014
<b>Traitements et salaires</b>	<b>212,9</b>	<b>258,2</b>	<b>21,3%</b>
Solde permanente	198,9	242,0	21,7%
MONP	14,0	16,1	14,9%

Source : DGBFIP

La masse salariale cumulée de la solde permanente s'est élevée à 242,0 milliards de FCFA à fin juin 2015 soit une hausse de 43,2 milliards de FCFA comparativement à celle de la même période en 2014. Cette évolution résulte des glissements catégoriels, d'une part, et de la régularisation des situations administratives des agents de l'Etat, d'autre part. La masse salariale de la main d'œuvre non permanente a progressé de 14,9% à fin juin 2015, pour s'établir à 16,1 milliards de FCFA.

**Répartition de la masse salariale par administration**

Au premier semestre 2015, plusieurs administrations ont enregistré une augmentation considérable de leur masse salariale suite notamment à l'évolution croissante de leurs effectifs. Il s'agit respectivement de l'administration des pouvoirs publics (22,6%), de l'administration générale (27%) et de l'administration économique (21,3%).

**Evolution de la solde permanente par département**

(en milliards de FCFA)	Premier semestre		Var 15/14
	2 014	2 015	
<b>Département</b>			
POUVOIRS PUBLICS	59,1	72,48	22,6%
ADM.GENERALE	26	33	27%
ADM. ECONOMIQUE	16,5	20,03	21,3%
ADM. DU DEVELOPPEMENT	9,5	11,41	20,1%
ADM. DES TRANSPORTS	3	3,38	12,6%
ADM. DE L'EDUCATION	56,6	68,3	20,6%
ADM. SOCIALES	28	33,3	19%
AUTRES	0,1	0,11	10%
<b>TOTAL</b>	<b>198,8</b>	<b>242</b>	<b>21,7%</b>

Source: DGBFIP.

**III.3 LE COMMERCE EXTERIEUR**

Au premier semestre 2015, la balance commerciale du Gabon a affiché un solde excédentaire de 710,3 milliards de FCFA, en diminution de 45,9% par rapport à la même période en 2014. Cette évolution résulte de la contraction des exportations (-23,6%) et de l'accroissement des importations (+9,8%).

**Evolution du commerce extérieur**

En milliards de FCFA	Premier semestre			Var14/13	Var15/14
	2013	2014	2015		
Exportation FOB	2 398,1	2 187,1	1 671,2	-8,8%	-23,6%
Importation CAF	875,2	875,2	960,8	-0,01%	9,8%
<b>Solde commercial</b>	<b>1 522,9</b>	<b>1 311,9</b>	<b>710,3</b>	<b>-13,8%</b>	<b>-45,9%</b>
Taux de couverture (%)	274	250	174	-8,8%	-30,4%

Source : DGDDI

**III 3.1. L'évolution des exportations en valeur**

La structure des exportations est dominée par quatre (4) grands groupes de produits qui représentent à eux seuls 93,1% des ventes gabonaises : le pétrole brut (81,9%), le bois transformé (6,6%), le manganèse (2,6%) et les produits dérivés du pétrole (2%).

A fin juin 2015, les exportations totales du Gabon ont enregistré une baisse de près de 23,6% de leur valeur, liée essentiellement à la forte contraction de la valeur des exportations pétrolières (-26,5%). Cette baisse s'explique par le repli des cours du brut suite à une surabondance des quantités de pétrole brut commercialisé sur le marché international.

**Evolution des exportations en valeur au premier semestre 2015**

En milliards de FCFA	Premier semestre			Poids	Var15/14
	2013	2014	2015		
Pétrole brut	2 081,1	1 862,9	1 368,8	81,9%	-26,5%
Produits dérivés du pétrole	47,9	141,6	33,6	2,0%	-76,3%
Manganèse	29,4	31,3	43,9	2,6%	40,4%
Bois sciés et ouvrages	77,6	93,7	110,0	6,6%	17,4%
Caoutchoucs naturels	16,3	10,0	7,2	0,4%	-28,1%
Tabacs	3,0	0,1	0,2	0,01%	-
Ciments	1,8	0,6	0,8	0,05%	25,7%
Poissons et produits de la pêche	0,3	0,7	0,3	0,02%	-51,1%
Bières	0,1	0,2	-	0,00%	-100,0%
Huile de palme	-	0,1	0,1	0,01%	48,1%
Or sous forme brute	10,6	3,3	-	-	-
Café	0,0	-	-	-	-
Eaux minérales naturelles	0,0	-	-	-	-
Autres	129,8	42,7	106,1	6,3%	148,5%
<b>Exportation totales</b>	<b>2 398,1</b>	<b>2 187,1</b>	<b>1 671,2</b>	<b>100,0%</b>	<b>-23,6%</b>

Source : DGDDI

**III.3.2 L'évolution des importations en valeur**

Au terme du premier semestre 2015, les importations cumulées se sont établies à 960,8 milliards FCFA, soit une progression de 9,8% par rapport à la même période en 2014. Cette évolution résulte en grande partie de l'accroissement des importations liées au développement des activités économiques.

En effet, l'analyse détaillée de l'évolution des importations au premier semestre 2015 indique une forte progression des biens d'équipement en valeur (+24,8%). Dans le même temps, les importations de biens de consommation finale ont augmenté de 1,7%, passant de 239 milliards de FCFA à 243,1 milliards de FCFA en 2015,

**Evolution des importations en valeur au premier semestre 2015**

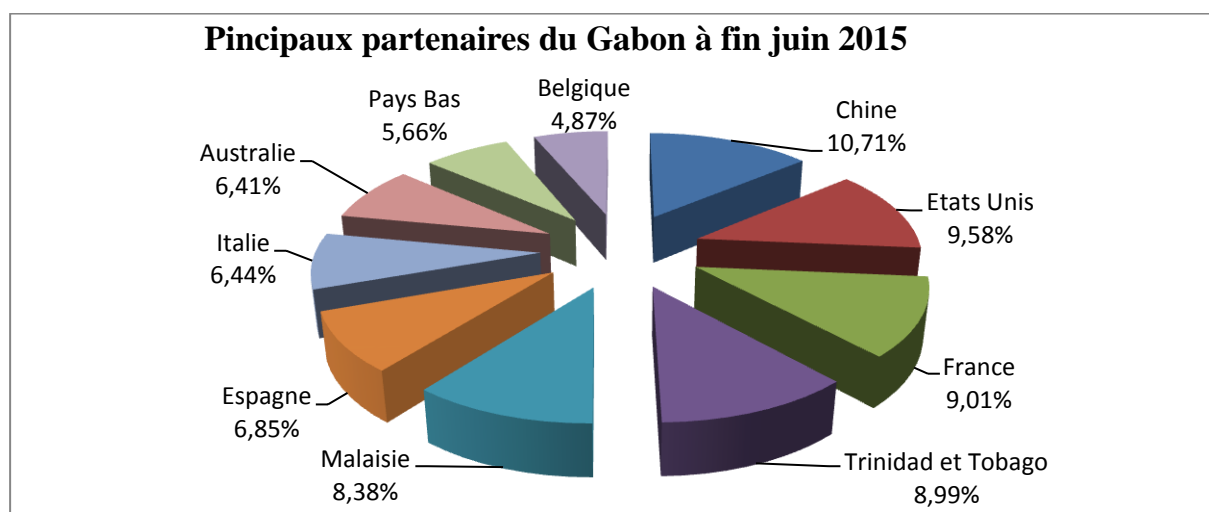
En milliards de FCFA	Premier semestre			Var14/13	Var15/14
	2013	2014	2015		
Consommation finale	238,7	239,0	243,1	0,1%	1,7%
<i>dont produits alimentaires</i>	157,1	157,9	164,5	0,5%	4,2%
<i>boissons</i>	11,6	11,8	9,7	1,6%	-18,1%
Equipement	417,5	336	420	-19,5%	24,8%
Consommation intermédiaire	203,5	208	190	2,4%	-8,6%
<i>dont Energie</i>	15,5	92	108	490,4%	17,6%
<b>Importations totales</b>	<b>875,24</b>	<b>875,20</b>	<b>960,83</b>	<b>0,0%</b>	<b>9,8%</b>

Source : DGDDI



### III.3.3 Le partenariat économique

Comme l'année précédente, la Chine demeure le premier partenaire du Gabon au premier semestre 2015 avec un volume d'échanges évalué à 281,8 milliards de FCFA (10,7% des parts) contre 443,8 milliards de FCFA en 2014. Elle est suivie des Etats-Unis d'Amérique (9,58% des parts), de la France (9,01% des parts) et de Trinidad et Tobago (8,99% des parts).



#### III.3.3.1. Les principaux clients

- **Par pays**

A fin juin 2015, les exportations gabonaises à destination des dix (10) premiers clients ont progressé de 20,4%, passant de 1216,9 milliards de FCFA en 2014 à 14650,5 milliards de FCFA. Cette situation est le résultat de la hausse des commandes de pétrole brut des pays tels que Trinidad et Tobago, la Malaisie et la Chine qui se positionnent comme premières destinations des exportations du Gabon.

**Evolution des exportations Gabonaises par pays**

En milliards de FCFA	Premier semestre			Poids en 2015	Var. 15/14
	2013	2014	2015		
Trinidad et Tobago	209,6	239,1	236,7	14,2%	-1,0%
Malaisie	368,1	69,4	213,5	12,8%	-
Chine	92,8	355,1	210,9	12,6%	-40,6%
Australie	332,5	179,2	167,7	10,0%	-6,4%
Espagne	219,5	37,1	167,2	10,0%	-
Italie	90,0	88,0	151,3	9,1%	71,9%
Pays Bas	24,0	40,2	113,3	6,8%	182,1%
Etats Unis	139,3	172,4	89,4	5,3%	-48,2%
Corée du Nord (démocratique)	39,7	36,4	82,0	4,9%	124,9%
Oman	0,1	-	33,6	2,0%	-%
Autres	24,0	970,2	205,6	12,3%	-78,8%
<b>Exportations des 10 premiers clients</b>	<b>1 515,5</b>	<b>1 216,9</b>	<b>1 465,5</b>	<b>87,7%</b>	<b>20,4%</b>
Exportations globales	2 398,1	2 187,1	1 671,2	100,0%	-23,6%
<b>Poids des 10 premiers clients</b>	<b>63,2%</b>	<b>55,6%</b>	<b>87,7%</b>		

Source : DGDDI

• **Par Continent**

Les échanges par zone géographique montrent une participation active de l'Europe. Cette dernière a augmenté ses achats de produits en provenance du Gabon de 37,5% au premier semestre 2015 par rapport à la même période en 2014.

Toutefois, comme l'année précédente, l'Asie demeure le plus gros importateur de produits gabonais, puisqu'elle a absorbé 35,2% des ventes du Gabon, suivi de l'Europe (32,9%) et de l'Amérique (19,7%).

**Evolution des exportations Gabonaises par continent**

En milliards de FCFA	Valeurs			Poids			Var 15/14
	2013	2014	2015	2013	2014	2015	
AFRIQUE	158,8	97,0	36,9	6,6%	4,4%	2,2%	-62,0%
<i>Dont CEMAC</i>	<i>85,4</i>	<i>21,0</i>	<i>12,0</i>	<i>3,6%</i>	<i>1,0%</i>	<i>0,7%</i>	<i>-42,9%</i>
AMERIQUE	350,0	413,4	328,5	14,6%	18,9%	19,7%	-20,5%
ASIE	1 040,0	1 097,7	588,2	43,4%	50,2%	35,2%	-46,4%
EUROPE	516,5	399,7	549,5	21,5%	18,3%	32,9%	37,5%
<i>Dont U.E.</i>	<i>500,5</i>	<i>388,0</i>	<i>540,2</i>	<i>20,9%</i>	<i>17,7%</i>	<i>32,3%</i>	<i>39,2%</i>
OCEANIE	332,8	179,3	168,0	13,9%	8,2%	10,1%	-6,3%
<b>Total Export</b>	<b>2 398,1</b>	<b>2 187,1</b>	<b>1 671,2</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>-23,6%</b>

Source : DGDDI

### III.3.3.2- Les principaux fournisseurs

- **Par pays**

Au premier semestre 2015, les achats du Gabon en provenance de ses principaux fournisseurs ont augmenté (16,8%).

La France, premier fournisseur du Gabon à fin juin 2014, a occupé le même rang en 2015. Toutefois, le Gabon a réduit ses commandes de produits de consommation non alimentaires et d'outillages en provenance de ce pays. Ainsi les importations se sont élevées à 209,9 milliards de FCFA en 2015 contre 224,7 milliards de FCFA l'année précédente, soit une régression de 6,6%. Elle a été suivie des Etats Unis, de la Belgique et de la Chine. Ces derniers ont fourni respectivement 16,9%, 12,1% et 7,4% des achats du Gabon.

#### *Evolution des importations gabonaises au premier semestre 2015 par principaux fournisseurs*

En milliards de FCFA	Premier semestre			Poids en 2015	Var. 15/14
	2013	2014	2015		
France	262,4	224,7	209,9	21,8%	-6,6%
Etats Unis	46,3	42,4	162,8	16,9%	-
Belgique	152,8	135,4	116,1	12,1%	-14,3%
Chine	85,7	88,7	70,9	7,4%	-20,1%
Togo	1,0	51,7	45,3	4,7%	-12,5%
Pays Bas	18,3	18,2	35,7	3,7%	95,7%
Cameroun	9,6	11,2	32,4	3,4%	189,3%
Allemagne	11,7	14,5	24,6	2,6%	69,5%
Italie	24,3	24,4	18,2	1,9%	-25,2%
Emirats Arabes Unis	12,1	15,3	16,2	1,7%	6,0%
Autres	251,0	875,2	960,8	100,0%	9,8%
<b>Importations des 10 premiers fournisseurs</b>	<b>624,2</b>	<b>626,5</b>	<b>731,9</b>	<b>76,2%</b>	<b>16,8%</b>
Importations globales	875,2	875,2	960,8	100,0%	9,8%
<b>Poids des 10 premiers fournisseurs</b>	<b>71,3%</b>	<b>71,6%</b>	<b>76,2%</b>		

Source : DGDDI

- **Par Continent**

Avec 48,2% des parts, L'Europe demeure le principal fournisseur du Gabon au premier trimestre 2015. Elle est suivie de l'Amérique (20%) et de l'Asie (16,1%).

### Evolution des achats Gabonais par continent

En milliards de FCFA	Valeurs			Poids			Var 15/14
	2 013	2 014	2 015	2013	2014	2015	
AFRIQUE	62,7	136,3	149,9	7,2%	15,6%	15,6%	<b>10,0%</b>
<i>don CEMAC</i>	13,8	19,7	40,6	1,6%	2,2%	4,2%	<b>106,3%</b>
AMERIQUE	75,1	75,1	192,1	8,6%	8,6%	20,0%	<b>155,7%</b>
ASIE	168,8	181,8	154,5	19,3%	20,8%	16,1%	<b>-15,0%</b>
EUROPE	567,3	480,2	463,1	64,8%	54,9%	48,2%	<b>-3,6%</b>
<i>dont U.E.</i>	534,8	463,1	447,1	61,1%	52,9%	46,5%	<b>-3,5%</b>
OCEANIE	1,3	1,8	1,2	0,2%	0,2%	0,1%	<b>-30,1%</b>
<b>Total Import</b>	<b>875,24</b>	<b>875,20</b>	<b>960,83</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>9,8%</b>

Source : DGDDI

## III.4.LA DETTE PUBLIQUE

### III.4.1 l'évolution du règlement de la dette

Au terme des six premiers mois de l'année 2015, le paiement de la dette publique a porté sur un montant de 230,3 milliards de FCFA. Par rapport à la même période de l'année précédente, ce règlement est en hausse de 40,2%. Cette évolution est consécutive à l'accroissement du règlement de la dette extérieure.

Le règlement de la dette extérieure a été consacré principalement au paiement de la dette commerciale (+60,6%) et la dette envers le marché financier international (+110,3%). Par rapport à la même période en 2014, le paiement de la dette extérieure a progressé de 66,6% pour se situer à 177,3 milliards de FCFA du fait de l'accroissement du règlement des dettes bilatérale (+42%) et multilatérale (+27,3%).

Le règlement de la dette intérieure a diminué de 8,5% au premier semestre 2015 par rapport à 2014. Ce recul résulte essentiellement de la mobilisation de 32,2 milliards FCFA pour honorer les engagements en vers les banques y compris les divers (18,1 milliards de F.CFA)

### Evolution du règlement de la dette

(En milliards de FCFA)	A fin juin		Variations (%)
	2014	2015	
<b>Dettes extérieures</b>	<b>106,3</b>	<b>177,1</b>	<b>66,6%</b>
Multilatérale	13,2	16,8	27,3%
Bilatérale	15,7	22,3	42,0%
Commerciale	50,3	80,8	60,6%
Marché financier International	27,2	57,2	110,3%
<b>Dettes intérieures</b>	<b>57,8</b>	<b>52,9</b>	<b>-8,5%</b>
Bancaire	8,9	32,2	261,8%
Moratoires	3,9	2,6	-33,3%
Divers	1	18,1	-
Marché financier Régional	44	-	-
<b>Total</b>	<b>164,1</b>	<b>230</b>	<b>40,2%</b>

Source : DGD

**III.4.2 L'évolution des tirages sur financements extérieurs et intérieurs**

Le décaissement sur emprunts extérieurs s'est élevé à 351,3 milliards de FCFA au premier semestre 2015, soit une progression de 249,2% par rapport à leur niveau du premier semestre 2014. Cet accroissement provient de la forte hausse des tirages sur financement extérieurs en dépit du recul des décaissements intérieurs.

**Evolution des tirages sur les financements extérieurs**

(En milliards de FCFA)	A fin juin		Variations (%)
	2014	2015	
<b>Extérieure</b>	<b>100,6</b>	<b>338,8</b>	<b>236,8%</b>
<b>Multilatéraux</b>	<b>29,2</b>	<b>1,6</b>	<b>-94,5%</b>
BDEAC	6,1		-
BAD	23,1		-
BIRD		1,2	-
FIDA		0,3	-
BID		0,1	-
<b>Bilatéraux</b>	<b>47,2</b>	<b>16,0</b>	<b>-66,1%</b>
<i>Club de Paris</i>	9,6	3,9	-59,4%
France	9,6	3,9	-59,4%
<i>Non Club de Paris</i>	37,6	12,1	-67,8%
Koweït	0,4	0,2	-50,0%
Chine	37,2	11,9	-68,0%
<b>Commerciaux</b>	<b>24,2</b>	<b>24,9</b>	<b>2,9%</b>
Autriche	20,0	20,0	0,0%
Espagne	2,4	4,9	104,2%
Etats-Unis			
France	1,8	-	-
<b>Marché financier international</b>		<b>296,3</b>	
<b>Intérieure</b>		<b>12,5</b>	<b>-</b>
<b>Marché financier régional</b>		<b>12,5</b>	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>100,6</b>	<b>351,3</b>	<b>249,2%</b>

Source : DGD

Au terme des six premiers mois de l'année 2015, 87,4% des tirages sur financements extérieurs ont été effectués auprès du marché financier international (296,3 milliards de F.CFA), 7,3% auprès des bailleurs commerciaux, 4,7% auprès bilatéraux et 0,5% auprès des bailleurs multilatéraux

Les décaissements bilatéraux ont été effectués auprès de l'Agence Française de Développement, du Fonds koweïtien et de EximBank China. Les projets ayant bénéficié de ces financements sont :

- (1) le développement agricole ;
- (2) la réhabilitation de la route Ndjolé-Medoumane ;
- (3) le Plan National de Développement Sanitaire ;
- (4) le projet de développement agricole ;
- (5) l'Assainissement de la ville de Port-Gentil ;

- (6) l'aménagement des aéroports ;
- (7) le transport d'énergie électrique ;
- (8) la route Pog/Omboué/Booué.

Les décaissements auprès des bailleurs de fonds multilatéraux représentent 95% du total des tirages du premier semestre 2015. Ces décaissements proviennent de la Banque Mondiale, de la Banque Islamique de Développement et du Fond Internationale de Développement Agricole. Ils ont été orientés vers cinq secteurs :

- (1) le Programme routier phase 1 ;
- (2) le Dorsale de communication ;
- (3) la Promotion de l'investissement (3) ;
- (4) l'Appui au Secteur Pêche ;
- (5) l'Aménagement des bassins versants.

Quant aux décaissements auprès des bailleurs de fonds commerciaux, ils représentent 7,3% du total des décaissements du semestre. Ceux-ci proviennent de la Société Générale, de la Deutsche bank et d'Unicredit. Ils ont été orientés vers :

- (1) le projet Axe Routier PK 12-Bifoun ;
- (2) le projet CHU Mère-Enfant.

### ***III.4.3 L'évolution du stock de la dette***

Le stock de la dette publique du Gabon a augmenté de 27,8% au premier semestre 2015. Cet encours a atteint 3089,7 milliards de FCFA contre 2417,7milliards de FCFA à la même période l'année précédente. Cette évolution est imputable aux hausses conjointes des dettes extérieure et intérieure.

La dette extérieure a cru de 28,7% suite au renforcement des engagements nets sur l'ensemble des composantes hormis les fonds commerciaux qui ont connu un repli de 8,8%.

La dette intérieure s'est alourdie de 16,2% du fait de l'accroissement de la quasi-totalité des composantes.

La structure du portefeuille de la dette publique au premier semestre 2015 est de 93,1% de dette extérieure et de 6,8% de dette intérieure contre 92,4% de dette extérieure et 7,6% de dette intérieure au premier semestre de 2014.

**Evolution du stock de la dette**

(En milliards de FCFA)	A fin juin 2015		Variations(%)
	2014	2015	
<b>Dette extérieure</b>	<b>2235</b>	<b>2877,4</b>	<b>28,7%</b>
Multilatérale	283,9	354,7	24,9%
Bilatérale	506,9	701,2	38,3%
Commerciale	602,1	549,1	-8,8%
Marché financier International	842,1	1272,4	51,1%
<b>Dette intérieure</b>	<b>182,7</b>	<b>212,3</b>	<b>16,2%</b>
Bancaire	67,8	44,5	-34,4%
Moratoires	75,9	79,9	5,3%
Divers	13,5	12,8	-5,2%
Marché financier Régional	25,5	75,1	194,4%
<b>Total</b>	<b>2417,7</b>	<b>3089,7</b>	<b>27,8%</b>

Source : DGD

## CONCLUSION

Globalement, certaines branches d'activités des secteurs secondaires et tertiaires ont subi les effets directs et indirects du retard enregistré dans l'exécution du budget de l'Etat 2015, compte tenu de la mise en chantier d'une loi de finance rectificative pour tenir compte des évolutions enregistrées sur le marché du pétrole, notamment la baisse des cours.

Cette situation a impacté les activités comme les BTP dont la motorisation, malgré le maintien de certains chantiers prioritaires a impacté les autres industries, le commerce et les services aux entreprises.

Pour le second semestre, avec l'accélération de l'exécution du budget et le démarrage des chantiers liés à la préparation de la CAN et l'aménagement annoncé des voiries de Libreville, l'on est en droit d'espérer un rattrapage partiel dans certaines branches d'activités.

De même, la poursuite du règlement de la dette intérieure dont la TVA devrait permettre de donner aux entreprises la marge financière nécessaire au maintien ou à la relance de leurs activités.



## **EQUIPES DE RÉDACTION**

### **DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)**

#### **Directeur**

M. Lambert OTO'O NGOUA

#### **Directeur Adjoint**

M. Roger MOULOUNGUI

#### **Chefs de Service**

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

Mme. LEPENGUE Flore Aristide

M. LEMAMI Ferdin

#### **Chargés d'Etudes**

Mme. NDAMANGANA Marie-France

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

M. MOUPEPE Yves

M. MEKAME OSSOUMA Célestin

M. OBAME NANG Didier

M. MOUSSAVOU Freddy Thibaud

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

### **DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)**

#### **Directeur**

M. Anicet OGANDAGA

#### **Directeur adjoint**

M. Jean Justin NANG ONDO

#### **Chefs de Service**

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

## **Chargés d'Etudes**

Mme. Durance AVOMO OKE  
Mme. Mireille AYITO OBIANG Ep. ENGONE  
Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA  
Mme. Bertille ONGUIND'AVOUMA ALOUBA  
Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU  
Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède  
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE  
M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA  
M. Xavier Alain MAYOMBO TSAMBA  
M. Jean de Dieu MOUSSODOU  
M. Christian NDO  
M. Aymard NGOUA ONA  
M. OBANDJI Guy Ulrich

## **DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)**

### **Directeur**

M. Prosper EBANG EBANG

### **Directeur Adjoint**

M. Valentin MBA MENGUE

### **Chefs de Service**

Mme. Lucie NSANNE EMANE  
M. Martial MBA BISSIGHE  
M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

## **Chargés d'Etudes**

Mme. Josiane AVOME NGUEMA  
Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA  
Mme. Julie-Sandrine NTSAME  
Mme ElzyYolene BOUYOU  
M. Raphael MBA N'NANG  
M. Gildas Romaric MATANGOYE  
M. Albain MOKAMBO  
M. Didier NKOGHE OBAME  
M. Ike APOUBA LOUSSOU  
M. Euloge-Bernardin LENGOUNGA  
M. Dorlan ODJAGHA  
M. Brice YOUOMO  
M. Patrick Patrici NZUE EDOU

**DIRECTION DES SYNTHÈSES ET DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUES (DSPE)**

**Directeur :**

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

**Directeur Adjoint :**

M. Ghislain ILOUGOU

**Chefs de Service**

M. Patrick Renaud LOEMBA

M. Pierre Dieudonné THATY

Mme. Huguette LEMAMI ALISSAGA ép. NGUIA BANDA

**Chargés d'Études**

Mme. Perpétue ABORIE BOETOUMBA

Mme. Marie Irène IBOMBO

Mme. Natacha AMMOURI

Mme. Pauline LEMBOUMBA NGROUND

M. Kevin BOUNGOUNGOU

**CELLULE MICROFINANCE**

**Chefs de Service:**

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE

**Chargés d'Études**

M. Béchir MAHAMAT LÉBOUBA

M. LIPOCKO MOMBO